

Les démocraties populaires

Pendant l'été 1968, les chars russes entraient à Prague, pour écraser toute velléité d'indépendance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique. Là où nous avons voulu voir, après l'offensive du Têt, après Mai 1968 en France, un effet de la dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, un nouveau coup porté à l'hégémonie stalinienne agonisante, les camarades de *Lutte Ouvrière* n'ont salué, eux, qu'un combat pour « l'indépendance nationale », une lutte pour « le degré de liberté compatible avec un Etat bourgeois » (*Lutte Ouvrière* du 11 sept. 1968).

Nous ne prétendons pas que la lutte du peuple tchécoslovaque contre la mainmise russe sur l'économie, l'Etat, la vie politique de leur pays était une insurrection prolétarienne du type de Poznan ou de Budapest. Néanmoins, il s'agissait de bien autre chose que de la lutte de petits bourgeois pour reconquérir leur souveraineté nationale d'Etat bourgeois : lorsque, la censure disparue, toutes sortes de courants purent s'exprimer, ne le firent publiquement que ceux qui se réclamaient du socialisme, et c'est un indice extrêmement important, même si cela ne veut pas dire que tous ceux qui se prétendaient socialistes l'étaient effectivement.

Donc, les camarades de *Lutte Ouvrière* soutinrent la lutte du peuple tchécoslovaque contre l'U.R.S.S. bureaucratifiée non comme partie prenante de la lutte pour le socialisme, mais de la même manière qu'ils soutiennent la lutte des Vietnamiens, ou, plus récemment, des Palestiniens : comme on prend parti pour des gens qui, certes, ne luttent pas, ou pas encore, pour le socialisme, mais qui défendent leur intégrité nationale contre les armées réactionnaires, qu'elles soient à la solde des impérialistes ou des bureaucrates de Moscou. Nous pouvons noter au passage que cette position de soutien se trouve en contradiction avec le fond de leur analyse ; s'il s'agit en effet, comme nous le verrons, d'une lutte entre deux Etats de nature différente, l'un bourgeois, l'autre « ouvrier dégénéré », n'aurait-il pas été plus logique de condamner l'Etat bourgeois ? *Voix Ouvrière* l'a fait sans hésiter, en son temps, pour la Yougoslavie, pourquoi pas pour la Tchécoslovaquie ?

Lutte Ouvrière et les démocraties populaires

Cette position ambiguë et morale de soutien au peuple tchécoslovaque s'explique par la contradiction où se trouvent les

camarades de *Lutte Ouvrière* entre le fond théorique de leur analyse — dont nous relèverons les similitudes, voire l'identité de fond avec celle qu'ils font des révolutions coloniales — et l'impossibilité de la faire admettre face aux faits : pourquoi des petits bourgeois lutteraient-ils avec tant d'acharnement contre la bureaucratie soviétique ? en tant que contre-révolutionnaires avoués, ou comme partisans du socialisme ? On esquisse le problème en parlant seulement de « lutte pour la liberté ».

Le fond théorique de l'affaire, ainsi qu'on nous l'explique dans un article du numéro de *Lutte Ouvrière* du 11 septembre 1968 intitulé « Le socialisme est-il à Prague ou à Moscou ? », c'est que ni l'U.R.S.S., ni la Tchécoslovaquie, ni aucune des autres démocraties populaires ne sont des « pays socialistes ». Nulle part dans ces pays la classe ouvrière ne détient le pouvoir ou n'y participe de près ou de loin. Il y a néanmoins une différence essentielle entre l'U.R.S.S. et les pays du « glacis » : une différence historique. En U.R.S.S., c'est le prolétariat victorieux qui, en 1917, a jeté les fondements de l'Etat ouvrier, et les conditions objectives et subjectives de la période ont fait qu'il s'est transformé au fil des années en « appareil de répression antipopulaire ». Par contre, la Tchécoslovaquie, comme les autres « démocraties populaires », « n'a jamais connu une véritable démocratie prolétarienne, à l'instar de celle de Pétrograd en 1917 ». Cet Etat fut dès l'origine ce qu'il est maintenant, un « appareil de répression » coupé du peuple. Mais cela ne veut surtout pas dire qu'ont été établis sur le « glacis » des appareils d'Etat de même nature que l'Etat soviétique dégénéré. La fonction de ces Etats est la même, mais leur nature sociale est différente. Du fait de l'absence de lutte révolutionnaire du prolétariat, la Tchécoslovaquie n'a jamais été socialiste, le pouvoir d'Etat bourgeois n'y a jamais été détruit. Tout au plus sa dépendance vis-à-vis du Kremlin a-t-elle pu faire illusion.

Selon *Lutte Ouvrière*, le fait que ces Etats aient pour caractéristique essentielle et commune « une structure économique et sociale ressemblant à celle de l'U.R.S.S. » ne change rien à l'affaire. On ne peut pas en conclure l'identité de leur nature. « Expliquer la nature des démocraties populaires en se basant uniquement sur les nationalisations et les planifications qui ont été réalisées, serait aussi faux que de l'expliquer uniquement par leur dépendance de l'U.R.S.S. ». Dès lors il n'est pas étonnant que la Tchécoslovaquie, comme l'ensemble de ces pays, essaie de s'émanciper. Dans le numéro 3 de *Lutte de classes*, de 1967, on trouve l'affirmation suivante : « la nature bourgeoise de ces Etats s'affirme de plus en plus et c'est par elle qu'il est possible d'expliquer ce qui se passe dans les démocraties populaires depuis une dizaine d'années » — tant la rupture avec l'U.R.S.S. que la reprise des contacts avec le marché impérialiste.

De prime abord, il apparaît incontestable qu'un Etat ouvrier ne puisse naître que d'une révolution prolétarienne, et que, de même, il ne suffise pas de bouleverser par en-haut sa structure économique et sociale pour en changer la nature. Les capitalistes, disent les camarades de *Lutte Ouvrière*, qui croient trouver là un argument décisif en faveur de leur thèse, ne font-ils pas eux-mêmes des planifications et des nationalisations qui ne remettent pas en cause la nature de classe du pouvoir d'Etat ?